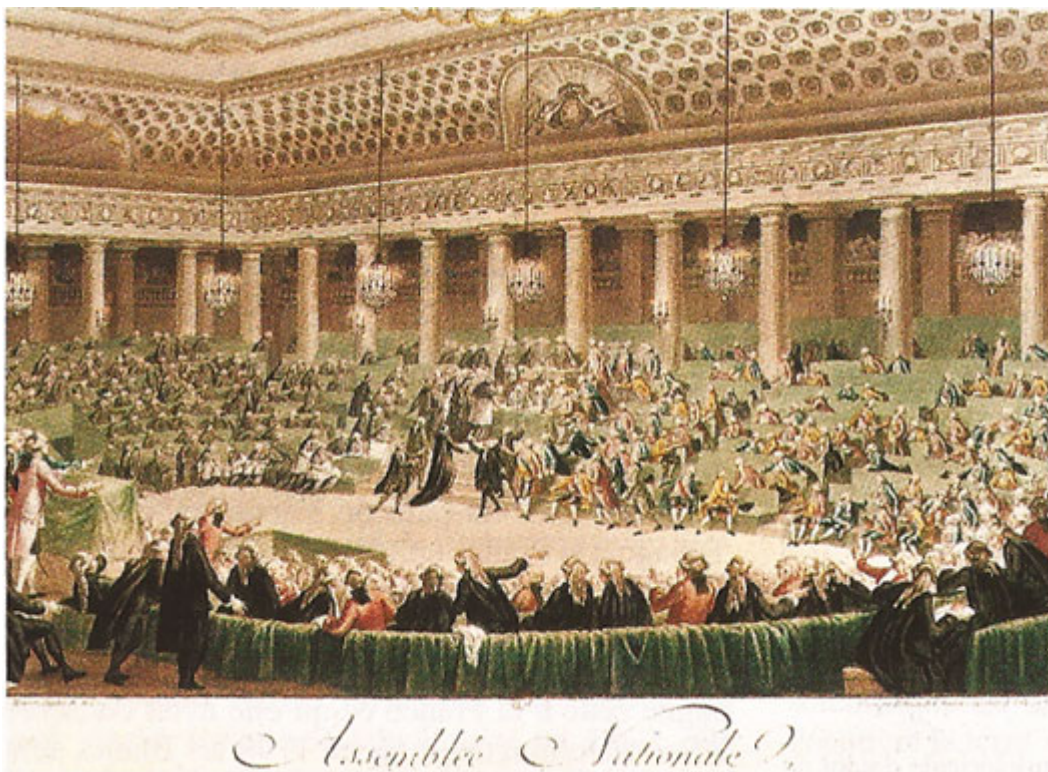
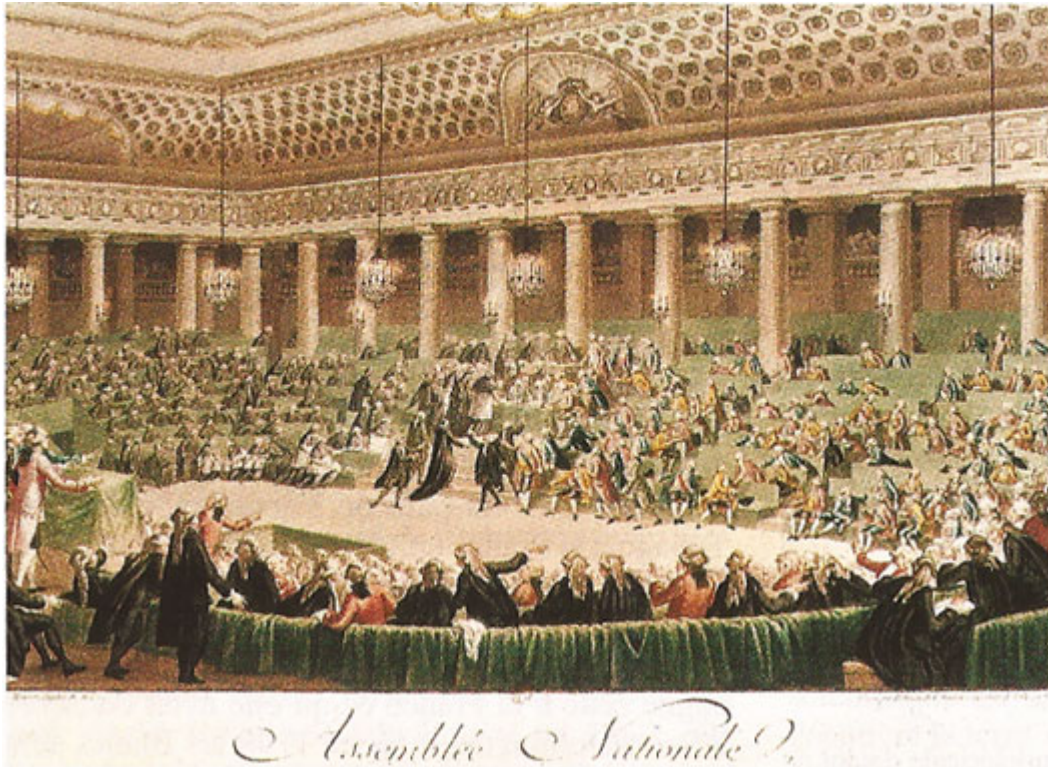


Nuit du 4 août : il y a 232 ans, les privilèges et les droits féodaux étaient abolis... Macron les a restaurés

écrit par Christine Tasin | 4 août 2021





Bel article de l'incontournable site Hérodote, mine d'or... qu'ils vont bien chercher à dégommer, tant ils haïssent notre histoire et voudraient la chasser de nos mémoires...



Le passeur
Médium

Je vous invite en passant à lire ce que peut devenir un peuple sans histoire, c'est-à-dire sans mémoire avec ce fabuleux petit bouquin de Loïs Lowry *Le passeur*...

La Grande Peur

L'abolition des privilèges est la conséquence inopinée de la [prise de la Bastille](#). Dans les semaines qui suivent celle-ci, les paysans s'émeuvent. Ils craignent une réaction nobiliaire comme il s'en est déjà produit dans les décennies antérieures, avec la réactivation de vieux droits féodaux tombés en désuétude.

Une *Grande Peur* se répand dans les campagnes. En de nombreux endroits, les paysans s'arment sur la foi de rumeurs qui font état d'attaques de brigands ou de gens d'armes à la solde des « *aristocrates* ». Le tocsin sonne aux églises des villages, propageant la panique.

Les députés qui siègent à Versailles s'en inquiètent. Le 3 août, une centaine d'entre eux, ardents partisans de la Révolution, prennent la résolution de détruire tous les privilèges des classes, des provinces, des villes et des corporations.

Euphorie patriotique

Le lendemain soir, à huit heures, l'Assemblée, passablement troublée, se réunit et disserte sur les moyens de rétablir l'ordre. C'est alors que le duc d'Aiguillon (29 ans) propose d'offrir aux paysans de racheter les droits seigneuriaux à des conditions modérées. Ce libéral est aussi la deuxième fortune

de France après le roi.

Le vicomte de Noailles, un cadet de famille sans fortune, surenchérit et propose d'en finir avec les droits seigneuriaux, « *restes odieux de la féodalité* » selon ses termes. Il suggère rien moins que d'« *abolir sans rachat* » les corvées seigneuriales et autres servitudes personnelles.

L'évêque de Chartres monte à la tribune et propose l'abolition des droits de chasse, ce qui ne lui coûte rien mais pèse sur les nobles. Le duc du Châtelet dit à ses voisins : « *L'évêque nous ôte la chasse ; je vais lui ôter ses dîmes* ». Et, montant à la tribune, il suggère que les dîmes en nature (impôts payés à l'Église par les paysans) soient converties en redevances pécuniaires rachetables à volonté.

Là-dessus, voilà que sont attaqués les privilèges des provinces. Pour finir, un membre du Parlement de Paris proclame le renoncement à l'hérédité des offices (charges de magistrature). Au milieu des applaudissements et des cris de joie, sont ainsi abattus les justices seigneuriales, les banalités, les jurandes et les maîtrises, la vénalité des charges, les privilèges des provinces et des villes.

Une application mesurée

Passé le moment d'euphorie, les députés prennent le temps de réfléchir. Ils décident que seuls les droits féodaux pesant sur les personnes seront abolis sans indemnité d'aucune sorte.

L'avocat Adrien Duport, ardent député, rédige le texte final. Il est voté et publié le 11 août au soir. Avec lui disparaissent à jamais certains archaïsmes comme la corvée obligatoire, de même que des injustices criantes comme la dîme ecclésiastique, uniquement payée par les pauvres.

Sitôt connue, cette restriction suscite quelques désillusions dans les campagnes mais elle est abrogée quelques mois plus

tard. L'ensemble des droits féodaux sera irrévocablement aboli sans contrepartie ni exception par le décret du 25 août 1792, quelques jours après la [chute de la monarchie](#).

https://www.herodote.net/4_aout_1789-evenement-17890804.php#:~:text=Dans%20la%20nuit%20du%204,mythiques%20de%20la%20R%C3%A9volution%20fran%C3%A7aise

.

232 ans après, la caste mondialiste est parvenue à restaurer l'inégalité sociale et, pire encore, à abolir la souveraineté des peuples et la liberté du citoyen ! Ses prédécesseurs avaient bien préparé le boulot de Macron, Macron l'a parachevée avec maestria et cynisme.

Les inégalités sociales restaurées ? Quid des gens au pouvoir et de leurs amis ? Des petits cadeaux entre amis ? Quid de la volonté bien affirmée par Macron et ses semblables de faire travailler toujours plus le Gaulois récalcitrant en repoussant l'âge de la retraite, en modifiant le droit du travail, en important des millions d'immigrés qui constituent une main d'oeuvre concurrente travaillant au noir ? Immigrés venus d'ailleurs et aussi d'Europe de l'Est ? Quid du pouvoir exorbitant des quelques milliardaires qui tiennent toute la presse ? Quid des milliards distribués aux sociétés étrangères comme à Mac Kinsey qui gère la campagne de vaccination en France, société dirigée par un des fils Fabius ? Alors que la dictature sanitaire est devant le Conseil Constitutionnel... Tout cela prévu de longue date ? Quid de la liberté de circuler de tous à l'heure du Pass Sanitaire ? Quid de la liberté d'être instruit et éduqué quand les non vaccinés sont jetés hors des écoles ?

Quid des pouvoirs exorbitants de gens non élus qui imposent depuis Bruxelles des lois, des traités... ignobles et liberticides à notre peuple ? Qui leur imposent de vivre du RSA et bientôt du Revenu Minimum Universel pendant qu'ils nous

obligent à délocaliser et à distribuer en Afrique le produit de notre travail ?

Quid de l'égalité, à l'heure où l'ascenseur social a disparu et où les immigrés sont choisis à la place des nôtres, dispensés de passer les écrits de Sciences Po et compagnie, à l'heure où le mérite disparaît, remplacé par la couleur de peau et l'appartenance à l'islam ?

.

Alors, oui, nous sommes à la veille d'une autre révolution, d'une autre prise de la Bastille, d'une autre nuit du 4 août... sauf si les moutons, plus nombreux que nous, constituent un rempart de leur corps à Macron.

Vaincre ou mourir...

Je ne sais si nous pourrions vaincre par les urnes avec les magouilles et tricheries que la caste met en place aussi sûrement que l'ont fait les démocrates aux Etats-Unis... Si nous réussissions à mettre Zemmour en place en avril 2022, la face de la France et du monde pourrait changer.

Si ce n'est pas le cas, oui, ce sera vaincre ou mourir. La guerre ou la soumission et la disparition de tout espoir pour nos enfants.